

Point de vue

## **Islam, le débat de trop**

vendredi 4 mars 2011, par [Collectif / Signatures multiples](#), [Musulman.es](#) (Date de rédaction antérieure : 3 mars 2011).

Sans aucun doute, le débat sur l'islam, en France, est légitime. En revanche, le calendrier électoral et les termes de la campagne politique à venir risquent de lui porter préjudice, car il pourrait renforcer des amalgames déjà trop ancrés dans l'esprit de nombre de nos concitoyens au sujet de l'islam, deuxième religion de France. En effet, la confusion entre islam, immigration, insécurité, extrémisme islamiste... est le danger qui guetterait ce débat. On a vu comment le débat sur l'identité nationale a tourné et le dérapage qu'il a permis.

C'est pour cette raison que nous ne sommes pas rassurés. D'une part, en tant que citoyens français nous interprétons cette stratégie comme une incapacité de ceux qui nous dirigent à proposer un vrai programme sérieux pour sortir de la crise, redresser l'économie, résorber le chômage, réduire les inégalités, rendre à la France la place sur la scène internationale qui sied à sa grandeur et à ses valeurs universelles... Bref, l'islam est devenu un palliatif politique.

D'autre part, et en tant que musulmans cette fois-ci, nous considérons que le débat sur la place de l'islam en France le placerait, de fait, à l'écart des autres religions sous-entendant qu'il y aurait une incompatibilité entre notre religion et les valeurs de la République et la laïcité, notamment.

Or les musulmans de France n'ont jamais demandé jusqu'alors un quelconque traitement d'exception à la loi de 1905, qui a été pourtant retouchée à plusieurs reprises. Par conséquent, nous demandons aux politiques de respecter le principe de laïcité et de s'abstenir de dicter aux musulmans la manière dont ils doivent comprendre leur religion. Quant aux problèmes souvent évoqués ces derniers temps tels que les prières dans les rues, la construction des mosquées, les minarets..., ils demandent le plus souvent des solutions techniques dans le cadre juridique déjà en vigueur, à condition que l'on sorte du démagogique et de l'idéologique.

Par cette déclaration, nous voulons rappeler tout simplement à ceux qui en douteraient encore que la fidélité des musulmans à leur religion ne les empêche pas d'être pleinement attachés au principe de laïcité. Nul besoin donc d'ouvrir ce débat pour les interpellier sur une quelconque défaillance liée à leur loyauté à l'égard de la République. Une telle démarche ne saurait conduire qu'à une stigmatisation de plus.

**Abdelkrim Farid, auteur, humoriste (Nantes) ;**

**Eddouk Abdelhak, aumônier musulman et président de l'Union des musulmans de Grigny (Essonne) ;**

**Gaci Azzedine, recteur de la mosquée de Villeurbanne (Rhône) ;**

**Kechat Larbi, recteur de la mosquée Addawa et directeur du Centre socioculturel de Paris ;**

**Miktar Ahmed, président de l'association Imams du Nord ;**

**Minta Mohammed, imam de la mosquée de Décines (Rhône) ;**

**Najah Mohamed, imam de la mosquée de Vigneux (Essonne) ;**

**Oubrou Tareq, recteur et grand imam de Bordeaux ;**

**Sahri Rachid, président du collectif des institutions musulmanes de Roubaix.**

---

---

**P.-S.**

\* Article paru dans le Monde, édition du 04.03.11. | 03.03.11 | 13h45.